

AVERTISSEMENT

Vous trouverez ci-dessous

la version française de ce mandat

suivie de la version anglaise



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE ENTREPRISES ET INDUSTRIE
Politique réglementaire
Normalisation

Bruxelles, le 17 février 2006

Doc. : **13/2006 FR**

COMITE « NORMES ET REGLES TECHNIQUES »

(COMITE 98/34)

Aspect :

Règles sur les services de la société de l'information	..
Réglementations techniques	..
Normalisation	X

Titre du document :

Projet de modification du mandat M/136 donné au CEN/CENELEC pour la réalisation de travaux de normalisation visant à établir des normes harmonisées sur les produits de construction en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine et relatif au transport, au stockage et à la distribution d'eau, y compris l'eau de robinet destinée à la consommation humaine

Document pour :

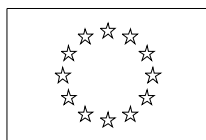
Information	..	Discussion	..	Consultation	X
--------------------	----	-------------------	----	---------------------	----------

Etat du document :

Projet

Service auteur : DG ENTR G/03

Responsable : Manfred Fuchs (manfred.fuchs@cec.eu.int)



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE ENTREPRISES ET INDUSTRIE
Produits chimiques et construction
Construction

Bruxelles, août 2005
G3/RK D(2005)

MANDAT RÉVISÉ M 136 AU CEN/CENELEC
POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE NORMALISATION
VISANT À ÉTABLIR DES NORMES HARMONISÉES SUR

**LES PRODUITS DE CONSTRUCTION
en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine**

EN VUE DE L'UTILISATION FINALE SUIVANTE:

transport, stockage et distribution d'eau, y compris d'eau du robinet, destinée à la consommation humaine

AVANT-PROPOS

Le présent mandat est donné par la Commission au CEN/CENELEC dans le cadre de la directive du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction (89/106/CEE), ci-après dénommée «DPC», et de la directive du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (98/83/CE), ci-après dénommée directive «eau potable».

En mai 2001, la Commission a délivré une première version du présent mandat au CEN. Le présent texte révisé tient compte des adaptations qui ont dû être apportées aux procédures et à quelques aspects techniques, de la procédure du système européen d'homologation (SEH) et des travaux entrepris par le groupe mentionné au chapitre II, paragraphe 2, ainsi que des résultats obtenus.

L'eau destinée à la consommation humaine est désignée ci-après par l'expression «eau potable», mais elle correspond à l'ensemble de la définition donnée à l'article 2, paragraphe 1, de la directive «eau potable». Les produits de construction en contact avec l'eau potable sont dénommés ci-après «PCEP». Ils sont destinés à être utilisés dans les ouvrages fixes publics, privés et/ou domestiques de distribution d'eau, y compris d'eau du robinet, destinée à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments ou à d'autres usages domestiques, d'eau potable mise dans des citernes, des bouteilles ou des conteneurs, ou encore d'eau utilisée dans les entreprises alimentaires pour la fabrication, la transformation, la conservation ou la commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine. Le présent mandat ne concerne pas les produits commercialisés spécifiquement pour être utilisés dans les installations d'extraction, de production et/ou de traitement d'eau potable des distributeurs d'eau, dans les installations de mise en réservoirs, en bouteilles ou en conteneurs, ou dans les installations de fabrication, de transformation, de conservation ou de commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine des entreprises alimentaires.

L'un des buts de la DPC est d'éliminer les barrières techniques aux échanges dans le domaine de la construction, dans la mesure où elles ne peuvent l'être par la reconnaissance mutuelle de l'équivalence entre les États membres. Ainsi, le présent mandat de normalisation correspond au souhait des États membres, qui ont accepté le principe de mettre en place un système européen d'homologation, ci-après dénommé «SEH».

Ce mandat a trait à l'élaboration tant des normes de référence qui feront partie du SEH que des normes de produit harmonisées concernant les produits de construction en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine. Il est destiné, d'une part, à harmoniser les dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales et/ou régionales (ci-après dénommées «dispositions nationales») et, de l'autre, à assurer que les produits conformes à ces normes de produit harmonisées soient réputés aptes à entrer en contact avec l'eau potable.

Conformément aux termes de la DPC, la responsabilité que les États membres assument sur leur territoire en ce qui concerne les ouvrages de construction reste entière.

Afin de répondre aux dispositions de l'article 7, paragraphe 1, de la DPC, le présent mandat est structuré comme suit:

Chapitre I – Bases

Conditions générales dans le cadre de la DPC et de la directive «eau potable»

Chapitre II – Contexte des travaux

Cadre de l'élaboration d'un système européen d'homologation (SEH)

Chapitre III – Normes de produit et de référence harmonisées

Conditions relatives au contenu et à la présentation des normes harmonisées

Chapitre IV – Programmes de travail et rapports d'étape

Conditions relatives à la programmation, la conception et la réalisation des travaux de normalisation pour les PCEP

Le présent document comprend cinq annexes:

Annexe 1 Champ d'application du mandat: liste des produits et des matériaux

Annexe 2 Cadre technique de référence: liste des caractéristiques à prendre en considération

Annexe 3 Attestation de conformité délivrée en application des décisions pertinentes de la Commission

Annexe 4 Dégagement de substances dangereuses (dans l'environnement)

Annexe 5 Aptitude à entrer en contact avec l'eau potable (exigences sanitaires)

CHAPITRE I: BASES

1. Le présent mandat s'inscrit dans le cadre de la politique générale suivie par la Commission en matière d'harmonisation technique et de normalisation, ainsi que dans le champ d'application de deux directives, à savoir la DPC et la directive «eau potable». Il remplace tout mandat antérieur concernant les mêmes produits, délivré par la Commission à titre provisoire.

Il repose sur l'article 7 de la DPC et tient compte des documents interprétatifs¹ qui servent de référence à l'établissement des normes harmonisées (voir l'article 12 de la DPC). Il se fonde également sur l'article 10 de la directive «eau potable», ainsi que sur la mise en œuvre de ses annexes.

Il sert à garantir la qualité des normes harmonisées pour les PCEP, pour autant qu'il existe des entraves aux échanges desdits produits et que ceux-ci entrent dans le champ d'application de l'article 2, paragraphe 1, de la DPC.

2. Les niveaux ou classes d'exigences appliqués aux ouvrages relèvent de la responsabilité des États membres et ne sont pas couverts par le présent mandat. En conséquence, ils ne seront pas définis dans la norme harmonisée.
3. Les niveaux ou classes d'exigences applicables aux produits peuvent être proposés par le ou les comités techniques compétents. Leur élaboration par le CEN est toutefois soumise à l'approbation de la Commission.
4. Les normes de produit harmonisées découlant du présent mandat doivent permettre aux produits d'y satisfaire, même lorsque les performances ne doivent pas être déterminées pour une caractéristique donnée parce qu'au moins un État membre n'impose pas d'obligation légale pour cette caractéristique. Cet essai partiel apparaîtra sur la marque CE du ou des produits concernés.

CHAPITRE II: CONTEXTE DES TRAVAUX

1. Dans les années 1980, le CEN a mis en place des comités techniques (CT), organisés par produits et/ou matériaux ou par thèmes transversaux, tels que la distribution ou les analyses d'eau. Lors d'un séminaire à Vienne en 1994, il a identifié la sévérité des dispositions réglementaires en matière de distribution d'eau.
2. À l'heure actuelle, les États membres appliquent des systèmes d'homologation différents pour les produits et les matériaux en contact avec l'eau potable, qui couvrent la plupart des PCEP. Cette situation entrave les échanges et accroît les frais de certification de l'industrie. Dans certains cas, ces systèmes portent également sur des produits utilisés pour l'extraction, la collecte et le traitement de l'eau.
En 1998, la Commission a lancé une étude de faisabilité sur la convergence éventuelle de quatre systèmes nationaux d'homologation. Les conclusions positives de cette étude ont été présentées en mars 1999 au Comité permanent de la construction, qui a approuvé la mise en place du Groupe des régulateurs pour les produits de construction en contact avec l'eau potable («le GR-PCEP»). Les membres de ce groupe ont été nommés officiellement par les États membres. Les branches concernées de l'industrie et les représentants compétents du CEN ont participé officiellement aux travaux du GR-PCEP. Depuis 2005, ces travaux sont poursuivis par un groupe d'experts spécifique de la Commission. L'objectif est de mettre au point un système européen d'homologation (SEH) pour l'ensemble des produits et des matériaux de construction en contact avec l'eau potable, qui soit axé sur la migration des polluants et la prolifération microbiologique, lesquelles font naître le risque d'une diffusion de quantités inacceptables de substances, de matières ou d'impuretés dans l'eau potable. Ce système fera l'objet d'une décision de la Commission, qui définira les normes européennes (EN) à utiliser, ainsi que les choix en matière de réglementation (par exemple les critères d'homologation).

¹ JO C 62 du 28.2.1994.

3. Depuis le début de ses travaux en juin 1999, le GR-PCEP a cerné la plupart des difficultés qui sont ou seront rencontrées lors de l'harmonisation des systèmes d'homologation – issus de traditions et d'approches nationales différentes – pour l'ensemble des produits et matériaux. Le GR-PCEP a notamment identifié les questions réglementaires sans la solution desquelles le processus d'harmonisation ne peut être mené à bien.
4. En ce qui concerne les travaux de normalisation, il importe de distinguer, à l'annexe 2 ci-jointe, les caractéristiques mécaniques (résistance à l'écrasement, résistance à la pression interne et externe, capacité portante, résistance à la flexion longitudinale, résistance mécanique du support, charge maximale pour déformation admissible, tolérances dimensionnelles, résistance aux chocs, étanchéité, efficacité, protection contre le reflux, efficacité des dispositifs de sécurité, détecteur-avertisseur de fuite et/ou dispositifs de sécurité antidébordement), pour lesquelles un mandat a déjà été confié au CEN en mars 1999 (M131), le dégagement de substances dangereuses (couvert depuis 2005 par le mandat M366) et les caractéristiques sanitaires de la directive «eau potable», qui représentent les nouvelles tâches du présent mandat. Il est à noter que certains produits qui n'étaient pas couverts par le mandat M131 (tels que les compteurs d'eau, les membranes, etc.) le sont par le présent mandat, ou inversement (gainex, conduites).
5. Avant que la Commission n'élabore la première version du présent mandat, en 2001, les États membres ont convenu de la nécessité de sélectionner une première série de thèmes de recherche, afin d'établir des normes de référence harmonisées à l'issue des phases de recherche et de normalisation. Un groupement de recherche a été créé pour harmoniser les tests de cytotoxicité, d'analyse CG/SM de l'eau du test, du potentiel d'un produit/matériau à intensifier la prolifération microbienne et pour évaluer les effets d'une utilisation de désinfectants en grande quantité sur les migrations de substances. Il est également apparu nécessaire d'étudier de manière plus approfondie **l'impact des caractéristiques de surface des produits de construction métalliques**.
Si la plupart de ces travaux de recherche ont été achevés avant la fin de 2005, les travaux de normalisation concernés ne pourront être terminés que lorsque les études de suivi qui s'y rapportent auront été menées à terme, que des conclusions et des recommandations auront été formulées et que la Commission les aura approuvées. Quoiqu'il en soit, le test de cytotoxicité doit encore faire l'objet d'un examen plus minutieux et pourrait être inclus dans le SEH, contrairement à l'évaluation des effets de l'utilisation d'une grande quantité de désinfectants.

CHAPITRE III: NORMES DE RÉFÉRENCE ET DE PRODUIT HARMONISÉES

1. Les normes de référence et de produit harmonisées doivent être élaborées pour permettre de démontrer que les produits énumérés aux annexes 1 et 2 sont aptes à satisfaire aux exigences du SEH.
2. Ces normes contiendront:
 - la liste des matériaux auxquels s'applique cette méthode d'essai;
 - une distinction claire entre les aspects réglementaires et de normalisation. La Commission transmettra, le cas échéant, des informations sur les dispositions réglementaires à prendre en considération (la méthode d'échantillonnage, les conditions des essais, les critères d'homologation, etc.);

- une définition claire de l'essai. Des données spécifiques peuvent notamment être ajoutées dans la partie informative de la norme;
- tout autre aspect devant être abordé, notamment les dispositions concernant l'eau d'essai et les méthodes de calcul du degré d'incertitude.

3. Les normes de produit harmonisées contiendront:

- une présentation détaillée de la portée et du champ d'application;
- une description précise du produit ou de la famille de produits visés;
- la définition des caractéristiques des produits énumérés à l'annexe 2 du mandat (exprimées en termes de performances, dans la mesure du possible) permettant de satisfaire aux exigences essentielles de la DPC afférentes aux caractéristiques mécaniques, ainsi qu'à celles du SEH (caractéristiques relevant de la directive «eau potable»);
- en ce qui concerne les aspects relatifs à l'«aptitude à entrer en contact avec l'eau potable», une référence explicite à la norme de référence, sans modification de son contenu;
- une indication sur les caractéristiques à mentionner dans l'étiquetage qui accompagnera la marque CE et sur la manière d'exprimer les éventuelles valeurs déterminées de ces caractéristiques. Le document d'orientation de la DPC sur la marque CE devra être pris en considération;
- le système d'attestation de conformité visé à l'annexe 3 du mandat et les dispositions spécifiques correspondantes relatives à l'évaluation de la conformité.

Chaque produit de construction en contact avec l'eau potable doit faire l'objet d'une seule norme couvrant toutes ses caractéristiques (mécaniques et sanitaires). Si le même type de produit peut également être utilisé dans des installations qui ne sont pas en contact avec l'eau potable, les comités techniques du CEN peuvent lui appliquer des normes différentes en fonction de son usage ou n'appliquer qu'une seule norme qui, dans ce cas, devra prévoir la possibilité de ne pas déterminer les performances du produit en contact avec l'eau potable.

4. La Commission fournira une liste des thèmes réglementaires aux comités techniques du CEN chargés des méthodes d'essai liées au SEH (normes de référence, dont celles portant sur l'eau d'essai et les méthodes de calcul du degré d'incertitude).
5. Il est clairement entendu que le traitement des caractéristiques mécaniques doit être, dans la mesure du possible, identique à celui des caractéristiques concernant les tuyaux, réservoirs et accessoires de tuyauterie n'entrant pas en contact avec l'eau potable (mandat M131 du CEN). Il est admis que les produits conformes aux normes de produit harmonisées, élaborées dans le cadre du mandat M131 et portant à ce titre la marque CE, devront généralement passer les essais sanitaires, c'est-à-dire prouver leur aptitude à entrer en contact avec l'eau potable.

6. Les systèmes pertinents d'attestation de conformité, conformément à l'article 13, paragraphe 3, et à l'annexe III de la DPC figurent à l'annexe 3. Pour l'élaboration des dispositions spécifiques correspondantes relatives à l'évaluation de la conformité, la norme de produit harmonisée tiendra compte des éléments suivants:
 - les recommandations énoncées au paragraphe 3 de l'annexe 3;
 - l'étiquette accompagnant la marque CE devra énumérer toutes les caractéristiques à déclarer selon les exigences du SEH. Afin de tenir compte des réglementations existantes des produits lorsque les performances d'une ou de plusieurs caractéristiques ne sont pas exigées, l'étiquette doit également permettre au fabricant d'apposer la mention «aucune performance déterminée» pour ces caractéristiques.

CHAPITRE IV: PROGRAMMES DE TRAVAIL et RAPPORTS D'ÉTAPE

1. Toutes les parties concernées ont reconnu la nécessité d'une coopération étroite et dynamique entre les autorités responsables des réglementations nationales et les auteurs de spécifications.
2. Par conséquent, le CEN/CENELEC soumettra deux programmes de travail détaillés révisés à la Commission:
 - un programme de travail révisé concernant les normes de référence (méthodes d'essai), qui sera élaboré par les comités techniques transversaux (distribution et analyses d'eau) et remis à la Commission au plus tard trois mois après la réception, par le CEN, du présent mandat révisé;
 - un programme de travail révisé concernant les normes de produit, qui sera élaboré par les comités techniques en charge des produits/matériaux et remis à la Commission au plus tard neuf mois après la réception, par le CEN, du présent mandat révisé.

Si le CEN/CENELEC ne respecte pas les délais, la Commission peut révoquer le présent mandat.

Normes de référence

3. Le programme de travail révisé relatif aux normes de référence énoncera la liste des normes qui sont déjà disponibles ou qui doivent encore être finalisées ou élaborées, en tenant compte de tous les produits et matériaux énumérés à l'annexe 1 ci-jointe et des dispositions de l'annexe 5.

En outre, pour chaque norme de référence (méthode d'essai), le programme:

- précisera les matériaux/produits auxquels il s'applique;
- indiquera la référence des travaux du CEN;
- distinguera les thèmes réglementaires des thèmes facultatifs;
- justifiera le calendrier prévu pour sa finalisation;

- désignera le comité technique responsable des travaux. Les doubles emplois entre les comités techniques et leurs groupes de travail doivent notamment être évités.
4. Lorsqu'une norme d'essai de référence n'existe pas pour tester une caractéristique ou n'est pas prévue dans le programme de travail du ou des comités techniques, une déclaration claire doit être faite afin d'indiquer si le CEN peut, ou veut, en élaborer une ou non. Cette disposition vaut notamment pour les produits de moindre importance, tels qu'ils sont définis au point 6 de l'annexe 5 du présent document.
 5. Le ou les comités techniques du CEN doivent apporter une réponse technique à la détermination des méthodes d'essai, en tenant compte des souhaits des autorités chargées de la réglementation nationale, exprimés dans le présent mandat ou dans les documents pertinents transmis par les services de la Commission.
 6. Toute proposition en vue de l'ajout de méthodes d'essai non prévues dans le présent mandat révisé, mais jugées nécessaires par le ou les comités techniques, doit être présentée dans un chapitre distinct du programme de travail relatif aux normes de référence et sera étudiée par les services de la Commission.
 7. Toute proposition en vue de l'ajout de caractéristiques et d'aspects de durabilité non prévus dans le mandat, mais jugés nécessaires par le ou les comités techniques, doit être présentée dans un chapitre distinct du programme de travail concernant les normes de référence et sera étudiée par les services de la Commission.

Normes de produit

8. Le programme de travail sur les normes de produit énoncera la liste des normes qui sont déjà disponibles ou qui doivent encore être finalisées ou élaborées, en tenant compte de tous les produits et matériaux énumérés à l'annexe 1 ci-jointe. Il mentionnera également les normes de produit issues d'autres mandats délivrés au titre de la DPC, notamment le mandat M131, si les produits sont destinés à entrer en contact avec l'eau potable ou peuvent entrer en contact avec l'eau potable, auquel cas ils doivent être inclus dans les travaux, en indiquant le cas échéant la modification de la norme de produit nécessaire.

En outre, pour chaque norme de produit harmonisée concernant un PCEP, le programme :

- précisera le(s) nom(s) du ou des produits ou de la famille de produits à couvrir;
 - indiquera la référence des travaux du CEN;
 - précisera les formes et les matériaux à couvrir (conformément aux annexes 1, 2, 3, 4 et 5 du présent mandat);
 - sera accompagné de la liste des normes de référence, conformément au programme de travail relatif à ces normes, tel qu'il est défini ci-dessus;
 - justifiera le calendrier prévu pour sa finalisation;
 - désignera le ou les comités techniques responsables des travaux.
9. Toute proposition d'ajout de produits et/ou de matériaux et/ou de formes non prévus dans le présent mandat, mais jugés nécessaires par le ou les comités techniques, doit être présentée dans le programme de travail et soumise pour examen aux services de la

Commission. Les normes élaborées pour les produits non couverts par le programme de travail sur les normes de produit dans le cadre du présent mandat n'auront pas le statut de normes harmonisées conformément aux dispositions de la DPC. Outre les dispositions de l'article 4, paragraphe 1, de la DPC, il importe de tenir compte du fait que tous les produits visés par le présent mandat répondent à un système d'attestation de conformité conforme, prévu par la décision pertinente de la Commission.

10. Après examen des programmes de travail et, le cas échéant, après consultation des comités techniques compétents du CEN, les services de la Commission approuveront le calendrier et la liste des normes ou des parties/modifications de normes qui répondent aux termes du présent mandat et qui seront reconnues comme normes de produit ou de référence harmonisées.
11. La portée du présent mandat peut, le cas échéant, être modifiée ou complétée. Les modifications successives seront alors adressées au CEN.
12. Des représentants des autorités responsables des réglementations nationales auront le droit et la possibilité de participer aux activités des comités techniques du CEN par l'intermédiaire de leurs délégations nationales et d'exposer leurs points de vue à tous les stades du processus de rédaction des normes harmonisées.
13. La Commission peut participer aux travaux de normalisation à titre d'observateur et a le droit de recevoir tous les documents pertinents.
14. Le CEN informera immédiatement la Commission de tout problème lié à l'exécution du mandat et lui présentera, deux fois par an, un rapport sur l'état d'avancement des travaux exécutés dans le cadre du mandat. Ce rapport comprendra une description des travaux effectués et indiquera les éventuelles difficultés politiques ou techniques rencontrées. Il sera accompagné des derniers projets de chaque norme visée par le mandat et des derniers rapports sur les travaux éventuellement donnés en sous-traitance. En cas de manquement à ces exigences, la Commission pourra révoquer le présent mandat.
15. Le CEN notifiera à la Commission l'acceptation du mandat révisé. Toutefois, cette acceptation ne peut avoir lieu qu'après l'approbation des deux programmes de travail révisés par les services de la Commission.
16. L'acceptation du mandat initial par le CEN devait ouvrir la procédure du statu quo visée à l'article 7 de la directive 83/189/CEE du Conseil du 28 mars 1983, modifiée par la directive 88/182/CEE du Conseil du 22 mars 1988 et par la directive 94/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994.
17. Les membres du CEN publieront les normes de transposition des normes européennes harmonisées au plus tard six mois après le vote positif du CEN. Les normes nationales ayant la même portée resteront applicables jusqu'à la date convenue entre le CEN et la Commission.

ANNEXE 1

CHAMP D'APPLICATION*

PRODUITS DE CONSTRUCTION
EN CONTACT AVEC
L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR CE MANDAT

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES:

19/33 DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE ET D'EAU FROIDE
33/33 ÉQUIPEMENTS FIXES DE STOCKAGE

FORMES	MATÉRIAUX	PRODUITS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION
Kits Tuyauterie Système de stockage	Comme indiqué ci-dessous pour les éléments	Kits , comprenant tuyaux et/ou réservoirs, raccords, adhésifs et joints, ainsi que leurs supports, utilisés pour le transport, le stockage et/ou la distribution d'eau destinée à la consommation humaine
Éléments rigides Éléments flexibles	<p>Matériaux cimentaires: (béton armé/fibreux/non armé/précontraint préfabriqué, revêtement en mortier de ciment avec ou sans enduit superficiel, fibrociment modifié par polymères, etc.)</p> <p>Matériaux métalliques: (acier, aluminium, cuivre, alliages, fonte ductile/grise/malléable, etc.)</p> <p>Matériaux organiques: (plastiques, polymères, caoutchoucs, élastomères, PVC, PE, etc.)</p> <p>Matériaux vitreux, d'aspect vitreux et en céramique: (verre, grès vernissé, émail, etc.)</p> <p>Composites (polyester armé de fibres de verre, résines époxydes renforcées par fibres de carbone, etc.)</p>	Tuyaux (revêtus ou non revêtus)

* Conformément aux dispositions des directives 89/106/CEE (DPC) et 98/83/CEE (directive «eau potable») du Conseil, il incombe aux États membres de déterminer le lieu à partir duquel les réseaux acheminent l'eau potable (par exemple la dernière usine de traitement). Il est entendu que la distribution d'eau potable comprend l'eau du robinet. Le mandat ne concerne pas les produits commercialisés spécifiquement pour être utilisés dans les installations d'extraction, de production et/ou de traitement d'eau potable des distributeurs d'eau, dans les installations de mise en réservoirs, en bouteilles ou en conteneurs, ou dans les installations de fabrication, de transformation, de conservation ou de commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine des entreprises alimentaires.

Suite

FORMES	MATÉRIAUX	PRODUITS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION
Éléments	<p>Matériaux cimentaires: (béton armé/fibreux/non armé/précontraint préfabriqué, coulé sur place avec ou sans éléments organiques, fibrociment modifié par polymères, etc.)</p> <p>Matériaux métalliques: (acier revêtu/doux/inoxydable, aluminium, cuivre, alliages, fonte ductile, fonte, etc.)</p> <p>Matériaux organiques: (plastiques, caoutchoucs, etc.)</p> <p>Matériaux vitreux, d'aspect vitreux et en céramique: (verre, grès vernissé, émail, etc.)</p> <p>Composites (polyester armé de fibres de verre, adjuvants, etc.)</p>	<p>Réservoirs (y compris <u>les unités de stockage fermées et aérées d'eau chaude</u>) utilisés dans des installations fixes de distribution ou de stockage d'eau destinée à la consommation humaine</p>
Éléments	<p>Métaux</p> <p>Caoutchoucs</p> <p>Plastiques</p> <p>Verre, céramique, émail</p> <p>Composites</p> <p>Fonte</p>	<p>Vannes, robinets, pompes, compteurs d'eau, dispositifs de protection et de sécurité</p> <p><i>Revêtus ou non revêtus</i></p>
Éléments	<p>Métaux</p> <p>Caoutchoucs</p> <p>Plastiques</p> <p>Composés chimiques</p>	<p>Raccords, adhésifs, joints, garnitures de joints et joints d'étanchéité</p>
Malléables Flexibles	Composites	Membranes, résines
Malléables	Composites	Revêtements , y compris les revêtements par polymérisation
Malléables	Composites	Lubrifiants, graisses

Les directives suivantes sont à prendre en considération:

89/106/CEE du 12 décembre 1988, dénommée DPC, telle que modifiée;
98/83/CE du 3 novembre 1998, dénommée directive «eau potable».

ANNEXE 2

CADRE TECHNIQUE DE RÉFÉRENCE

Remarque: toutes les caractéristiques énumérées dans les tableaux ci-dessous ne s'appliquent pas nécessairement à tous les produits d'une famille ou sous-famille donnée. Il appartient au CEN de choisir dans l'ensemble complet présenté le sous-ensemble de caractéristiques applicable à un produit donné.

<p align="center">PRODUITS DE CONSTRUCTION</p> <p align="center">EN CONTACT AVEC</p> <p align="center">L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE</p>
--

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES:

19/33 DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE ET D'EAU FROIDE, 33/33 ÉQUIPEMENTS FIXES DE STOCKAGE

1. KITS (tuyauterie et/ou systèmes de stockage)

Pour l'eau destinée à la consommation humaine, systèmes sous pression ou non, à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments (souterrains ou en surface), comprenant tuyaux, réservoirs, raccords, dispositifs de sécurité, adhésifs, joints, vannes, robinets, compteurs, pompes, membranes et éventuellement éléments spécifiques.

REMARQUE: les kits ne seront aptes à entrer en contact avec l'eau potable que si tous les éléments qui les composent ont été testés et jugés aptes.

Les caractéristiques de la TUYAUTERIE/des SYSTÈMES/KITS DE STOCKAGE auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1		<p align="center">Y</p> <p align="center"><i>(vis-à-vis de la corrosion, du gel-dégel, de l'abrasion, des UV, des variations de température, etc., selon le cas)</i></p>
2		
3	Résistance à l'écrasement	
+	Résistance à la pression interne et externe	
4	Résistance à la flexion longitudinale	
	Résistance mécanique du support	
	Charge maximale pour déformation admissible	
	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
	Résistance aux chocs	
	Étanchéité	
	Efficacité des dispositifs de sécurité	
	Dégagement de substances dangereuses	
5	Niveau sonore	
6	Propriétés thermiques	

Remarque: toutes les caractéristiques qui ne sont pas en caractères gras sont également traitées dans le mandat M131.

2. TUYAUX

Tubes rigides, flexibles ou malléables utilisés pour le transport de l'eau destinée à la consommation humaine, pour systèmes sous pression ou non, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, installations souterraines ou en surface.

Les caractéristiques des tuyaux auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1		Y (vis-à-vis de la corrosion, du gel-dégel, de l'abrasion, des UV, des variations de température, etc., selon le cas)
2		
3	Résistance à l'écrasement	
+	Résistance à la pression interne et externe	
4	Résistance à la flexion longitudinale	
	Charge maximale pour déformation admissible	
	Tolérances dimensionnelles	
	Résistance aux chocs	
	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
	Étanchéité	
	Perméabilité	
	Dégagement de substances dangereuses	
5		
6	Propriétés thermiques	

Remarque: toutes les caractéristiques qui ne sont pas en caractères gras sont également traitées dans le mandat M131.

3. RÉSERVOIRS

Réservoirs pour installations fixes, souterraines ou en surface, sous pression ou non, y compris les unités de stockage fermées et aérées d'eau chaude, pour les stockage et/ou la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Les caractéristiques des RÉSERVOIRS (autres que ceux relevant déjà d'autres directives susmentionnées) auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1	Résistance mécanique et stabilité	Y (vis-à-vis de la corrosion interne et externe, etc., suivant le cas)
2		
3	Résistance à l'écrasement	
+	Pression interne	
4	Capacité portante	
	Résistance aux chocs	
	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
	Étanchéité	
	Perméabilité	
	Dégagement de substances dangereuses	
5		
6		

Remarque: toutes les caractéristiques qui ne sont pas en caractères gras sont également traitées dans le mandat M131.

4. DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ

Cette famille de produits comprend notamment les détecteurs-avertisseurs de fuite et/ou les dispositifs de sécurité antidébordement pour réservoirs, montés en amont ou en aval, y compris les dispositifs mécaniques et/ou électriques.

Les directives 73/23/CEE, 89/336/CEE et 94/9/CE sont à prendre en considération, le cas échéant.

Les caractéristiques des DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ (autres que ceux relevant déjà des directives susmentionnées) auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité
1		Y
2		
3 +	Efficacité du détecteur-avertisseur de fuite et/ou des dispositifs de sécurité antidébordement	
4	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
5		
6		

Remarque: toutes les caractéristiques qui ne sont pas en caractères gras sont également traitées dans le mandat M131.

5. RACCORDS, ADHÉSIFS, JOINTS, GARNITURES DE JOINTS ET JOINTS D'ÉTANCHÉITÉ

Pièces servant à raccorder les éléments entre eux et assurant l'étanchéité du système, pour tuyaux rigides, flexibles ou malléables; pour tous réservoirs; pour systèmes sous pression ou non, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, souterrains ou en surface. La définition de ces pièces doit préciser le matériau, le diamètre et le pas de filetage le cas échéant.

Les caractéristiques des RACCORDS, ADHÉSIFS, JOINTS, GARNITURES DE JOINTS ET JOINTS D'ÉTANCHÉITÉ auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1		Y
2		
3 +	Résistance à l'écrasement	
4	Pression interne	
	Charge maximale pour déformation admissible	
	Tolérances dimensionnelles	
	Étanchéité	Y
	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
	Dégagement de substances dangereuses	
5		
6		

Remarque: toutes les caractéristiques qui ne sont pas en caractères gras sont également traitées dans le mandat M131.

6. VANNES et ROBINETS

Dispositif du type clapet, couvercle, boisseau, etc., monté sur un tuyau et/ou un réservoir pour régler ou déclencher le passage d'eau destinée à la consommation humaine. La définition de la vanne/du robinet doit préciser le matériau, le diamètre et le pas de filetage le cas échéant.

Les caractéristiques des VANNES et ROBINETS auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1		Y
2		
3	Tolérances dimensionnelles	
+	Pression interne	
4	Étanchéité	
4	Efficacité	
4	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	Y
	Protection contre le reflux	
	Dégagement de substances dangereuses	
5	Niveau sonore	
6		

Remarque: toutes les caractéristiques qui ne sont pas en caractères gras sont également traitées dans le mandat M131.

7. POMPES et COMPTEURS D'EAU

La métrologie des compteurs d'eau et des pompes n'est pas prise en considération ici.

Les caractéristiques des POMPES et COMPTEURS D'EAU auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1		Y
2		
3+4	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
	Dégagement de substances dangereuses	
5		
6		

8. MEMBRANES, RÉSINES, REVÊTEMENTS, REVÊTEMENTS PAR POLYMÉRISATION, LUBRIFIANTS ET GRAISSES

Le CEN déterminera si des normes de produit spécifiques doivent être élaborées pour ces produits et, le cas échéant, de quelle manière. Les produits revêtus seront testés en tant que tels, mais les revêtements pourraient devoir porter la marque CE. Les lubrifiants et les graisses ne peuvent être utilisés que dans des conditions très spécifiques, qui restent à définir. Les produits fabriqués en usine et sur place sont inclus.

Les caractéristiques des MEMBRANES, RÉSINES, REVÊTEMENTS, REVÊTEMENTS PAR POLYMÉRISATION, LUBRIFIANTS ET GRAISSES auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité ⁽¹⁾
1		Y
2		
3+4	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable (SEH, voir annexe 5)</u>	
5		
6		

ANNEXE 3
ATTESTATION DE CONFORMITÉ

Remarque: pour les produits destinés à plusieurs usages parmi ceux indiqués dans les familles ci-dessous, les tâches de l'organisme agréé en vertu des systèmes correspondants d'attestation de conformité sont cumulatives.

**Famille de produits:
PRODUITS DE CONSTRUCTION
EN CONTACT AVEC
L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE**

1. Niveaux et classes de performances des produits

- 1.1 Pour l'heure, les différences mentionnées à l'article 3, paragraphe 2, de la DPC ne justifient pas l'établissement d'un système de classification des produits.
- 1.2 De nouveaux besoins pourraient être définis sur la base des différences indiquées à l'article 3, paragraphe 2, de la DPC, justifiés en vertu de la législation communautaire (clause 1.2.1 des DI). Lorsque, pour de tels besoins, il est admis qu'une classification des performances des produits permet d'exprimer l'échelle des niveaux d'exigences des ouvrages, les dispositions énoncées au chapitre I, paragraphes 2 et 3, du présent mandat sont applicables.

2. Systèmes d'attestation de conformité

Pour le(s) produit(s) et le(s) usage(s) prévu(s) ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier le(s) système(s) suivant(s) d'attestation de conformité dans les normes harmonisées correspondantes:

Produit(s)	Usage(s) prévu(s)	Niveau(x) ou classe(s)	Système(s) d'attestation de conformité
<ul style="list-style-type: none"> - kits (tuyauterie et systèmes de stockage) - tuyaux - réservoirs - vannes, robinets, pompes, compteurs d'eau, dispositifs de protection et de sécurité - raccords, adhésifs, joints, garnitures de joints et joints d'étanchéité - membranes, résines - revêtements - lubrifiants, graisses 	Installations de transport/distribution/stockage d'eau destinée à la consommation humaine, y compris l'eau du robinet	-----	1+ ⁽¹⁾
Système 1+: cf. annexe III, paragraphe 2, point i), de la DPC, avec essais par sondages sur échantillons ⁽¹⁾ La performance des produits, autre que celle liée à leurs propriétés sanitaires («aptitude à entrer en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine»), doit être évaluée conformément aux dispositions de la décision 1999/472/CE, publiée au JO L 184 du 17.7.1999, p. 42 à 49.			

3. Conditions que le CEN doit appliquer aux spécifications du système d'attestation de conformité

3.1 Les spécifications du système doivent être telles qu'il puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer les performances d'un produit pour une caractéristique donnée en raison de l'absence d'exigence légale à cet égard dans au moins un État membre [voir l'article 2, paragraphe 1, de la DPC et, le cas échéant, la clause 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la vérification de cette caractéristique ne doit pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performances du produit dans ce domaine.

3.2 Pour les produits relevant du système 1+, en ce qui concerne l'essai de type initial du produit [voir annexe III, paragraphe 1, point a), de la DPC], la tâche du laboratoire agréé se limitera à l'évaluation des caractéristiques suivantes:

- aptitude à entrer en contact avec l'eau potable.

(Toutes les autres caractéristiques du produit seront traitées à l'aide du système prévu dans la décision 1999/472/CE de la Commission.)

3.3 Pour les produits relevant du système 1+, en ce qui concerne la surveillance permanente, l'évaluation et l'approbation du contrôle de la production en usine [voir annexe III, paragraphe 1, point g), de la DPC], l'organisme agréé ne s'intéressera qu'aux paramètres en rapport avec la caractéristique suivante:

- aptitude à entrer en contact avec l'eau potable.

(Toutes les autres caractéristiques du produit seront traitées à l'aide du système prévu dans la décision 1999/472/CE de la Commission.)

3.4 Pour les produits relevant du système 1+, en ce qui concerne l'inspection initiale du contrôle de la production en usine [voir annexe III, paragraphe 1, point f), de la DPC], l'organisme agréé ne s'intéressera qu'aux paramètres en rapport avec la caractéristique suivante:

- aptitude à entrer en contact avec l'eau potable.

(Toutes les autres caractéristiques du produit seront traitées à l'aide du système prévu dans la décision 1999/472/CE de la Commission.)

ANNEXE 4
DÉGAGEMENT DE SUBSTANCES DANGEREUSES

Famille de produits: PRODUITS DE CONSTRUCTION EN CONTACT AVEC L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

La présente annexe 4 concerne les substances considérées comme dangereuses et donc limitées en termes de contenu dans la formulation ou de dégagement potentiel «vers l'extérieur». Des spécifications techniques européennes tenant compte de la législation relative aux substances classées comme dangereuses doivent être adoptées.

L'annexe 5 du présent mandat porte sur l'évaluation de l'aptitude à l'usage des PCEP. Elle accorde une attention particulière aux migrations potentielles de produits/matériaux susceptibles d'altérer la qualité de l'eau. Toutefois, elle ne tient pas compte des migrations extérieures, ni du contenu possible d'une substance dont l'utilisation est limitée au niveau européen et national, même si cette substance ne migre pas dans l'eau ou n'en altère pas la qualité.

Cette exigence découle de la note introductive des six documents interprétatifs, qui précise ce qui suit:

«En ce qui concerne les substances dangereuses contenues dans des produits de construction, les classes et/ou niveaux de performances auxquels les spécifications techniques feront référence permettront de garantir les niveaux de protection nécessaires aux ouvrages, compte tenu de l'objet de l'ouvrage.»

En dehors du champ d'application de la directive, les auteurs de spécifications techniques doivent également tenir compte de la législation relative aux matériaux utilisés dans les produits de construction et réglementés pour des raisons indépendantes de l'incorporation de ces produits dans l'ouvrage.

Afin de permettre aux auteurs de spécifications techniques de tenir compte de la législation correspondante, les services de la Commission ont élaboré un document d'orientation sur les substances dangereuses. Ce document mentionne la réglementation européenne (directive 76/769/CEE ainsi que toutes les modifications et les adaptations qui s'y rapportent) ainsi que les dispositions nationales spécifiques lorsqu'elles sont plus strictes que les dispositions européennes. Les auteurs de spécifications techniques sont invités à s'en servir comme d'un guide, mais doivent également tenir compte du mandat M366 et des travaux de normalisation qui en résultent.

ANNEXE 5

APTITUDE À ENTRER EN CONTACT AVEC L'EAU POTABLE

Famille de produits:
PRODUITS DE CONSTRUCTION
EN CONTACT AVEC
L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

1. CONTEXTE : RELATIONS ENTRE LES AUTORITÉS RESPONSABLES DE LA RÉGLEMENTATION ET LES AUTEURS DE SPÉCIFICATIONS

La présente annexe poursuit deux objectifs:

- a) fournir aux auteurs de spécifications un cadre général pour l'exécution de leurs travaux, en ce qui concerne les caractéristiques du type de celles visées par la directive «eau potable» (également dénommées caractéristiques «sanitaires»);
- b) définir les structures et les éléments des procédures d'homologation du SEH afin d'identifier les éléments dont la conformité doit, ou ne doit pas, être déclarée pour les besoins du marquage CE.

Les travaux d'élaboration des normes de référence (méthodes d'essai) et des processus ultérieurs d'évaluation et de déclaration de la conformité totale ou partielle devront tenir compte de l'ensemble des déclarations de la Commission concernant les exigences et les procédures du SEH. Toutefois, les auteurs de spécifications des normes de référence peuvent proposer de s'écarter de ces principes ou d'adopter de nouvelles approches des thèmes réglementaires. Avant d'être développées, ces propositions doivent avoir été acceptées/approuvées par la Commission.

Les propositions des comités techniques seront soumises à la Commission pour examen, via le programme de travail et/ou les rapports d'étape visés au chapitre III du présent mandat. En outre, les comités techniques concernés peuvent à tout moment contacter la Commission au sujet d'un point spécifique qu'ils souhaitent lui soumettre pour avis.

2. CHAMP D'APPLICATION

Tous les produits, matériaux et formes définis à l'annexe 1 du présent mandat doivent être couverts.

La Commission peut également identifier de nouveaux produits auxquels le SEH peut s'appliquer, dans la totalité ou une partie des États membres, afin de répondre aux exigences de la directive «eau potable». En modifiant le présent mandat, elle peut demander au CEN d'élaborer des procédures de laboratoire et des méthodes de mesure pour ces produits.

3. NORMES DESTINÉES À ÉTAYER LE SEH

La Commission entend utiliser des normes européennes dans la mesure du possible afin de définir les méthodes détaillées à mettre en œuvre lors des divers tests requis par le SEH. Certaines normes existent déjà sous la forme EN ou prEN, d'autres sont en cours d'élaboration, mais de nombreuses tâches nouvelles devraient être identifiées.

Le présent mandat prévoit que des normes de référence exhaustives, publiées ultérieurement en tant qu'EN, décriront la méthodologie, les procédures et les critères à appliquer dans le cadre du SEH. En plus de spécifier les thèmes et les points qu'elles abordent généralement, les normes de référence contiendront également des dispositions précises concernant l'eau d'essai et les méthodes de calcul du degré d'incertitude.

Les questions réglementaires seront clairement identifiées comme telles. Elles seront réglées par une décision de la CE instituant le SEH et seront mentionnées dans les normes de produit. Cette décision permettra d'inclure les éléments réglementaires dans les normes de produit, à savoir les valeurs limites des éléments des matériaux considérées comme acceptables au regard de l'article 10 de la directive 98/83/CE du Conseil, ainsi que, le cas échéant, des dispositions concernant d'autres caractéristiques de produit pouvant attester le respect des valeurs limites. Sur cette base, les normes de produit décriront les méthodes d'acceptation ou de rejet des produits de construction en fonction de leur aptitude à entrer en contact avec l'eau potable, avec, le cas échéant, mention des degrés d'incertitude dans l'application des normes d'aide connexes. Elles définiront en outre le contrôle spécifique de la production en usine au regard de l'aptitude des produits et prévoient, le cas échéant, des dispositions de contrôle permanent.

4. UNE APPROCHE PAR ÉTAPES

Le programme de recherche nécessaire à la mise en place du SEH doit être achevé à la fin de 2006. En attendant, il ne sera pas possible de fournir au CEN toutes les informations nécessaires à l'élaboration de toutes les normes qui seront vraisemblablement requises. Il est toutefois prévu d'élaborer des méthodes concernant les éléments du SEH pour lesquels la nature des travaux que le CEN doit effectuer peut être clairement définie. C'est pourquoi le présent mandat fournit aussi bien des orientations spécifiques pour les travaux qui doivent débiter dès à présent qu'un cadre général à l'intérieur duquel des instructions supplémentaires seront données au CEN à mesure que les exigences réglementaires se préciseront.

Cette approche modulaire se veut cohérente avec tous les accords pouvant être conclus au niveau européen ou national, en vue d'introduire certains éléments du SEH avant la pleine mise en œuvre de celui-ci.

Il est probable que des problèmes techniques, qui ne peuvent être anticipés à ce jour, surviendront ou que ces problèmes soient trop spécifiques et complexes pour apparaître dans le cadre général défini par le présent mandat. Lorsque ces problèmes ne pourront être résolus par les seuls auteurs de spécifications, le CEN pourra demander à la Commission des orientations qui seront transmises à ses comités techniques concernés par le mandat.

5. STRATÉGIE CONCERNANT LES PRODUITS SIMILAIRES COMPOSÉS DE MATÉRIAUX DIFFÉRENTS

Dans plusieurs applications de l'industrie de l'eau, des produits remplissant des fonctions analogues peuvent se composer de matériaux différents. Tous les matériaux feront l'objet d'essais appropriés afin de vérifier que les niveaux de protection des consommateurs sont comparables et de créer une situation homogène sur le marché. Cela ne signifie cependant pas que tous les matériaux seront soumis aux mêmes essais. Les procédures et les méthodes de mesure seront mises au point en fonction de la nature des substances qui composent le matériau, des caractéristiques de performance au cours du temps et des exigences réglementaires existantes.

Compte tenu de la variété des composants chimiques des matériaux organiques, métalliques et inorganiques non métalliques et de leurs performances en cours d'emploi, diverses séries d'essais appropriées sont définies ci-dessous pour ces trois catégories de matériaux. Ces séries sont spécifiquement conçues pour examiner les effets potentiels néfastes sur la santé et l'esthétique, ainsi que pour déterminer le non-respect de la réglementation concernant le caractère du matériau.

6. PRODUITS DE MOINDRE IMPORTANCE

À ce jour, plusieurs États membres ont dressé des listes de produits dont l'aptitude à entrer en contact avec l'eau potable peut être certifiée sans essai ou sur la base d'un essai limité/partiel. Une liste européenne des produits dont l'importance est moindre en ce qui concerne la

migration de polluants et la prolifération de micro-organismes dans l'eau potable sera intégrée au SEH. Le principal critère retenu à ce jour est que le système de certification de ces produits dépendra de la surface de contact (S/V) et du degré de toxicité potentielle. Si ces deux aspects sont jugés négligeables, aucun essai ne sera requis. Toutefois, les propriétés de ces produits doivent/devront être surveillées en permanence.

7. TRAITEMENT DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET DES PRODUITS ASSEMBLÉS

Les essais seront aisés lorsqu'il s'agira de matériaux simples ou de produits fabriqués à partir de matériaux simples. Les essais de produits assemblés (robinets, compteurs, vannes, etc.) seront plus complexes. De nombreux matériaux entreront vraisemblablement en ligne de compte; en outre, certains éléments peuvent être très petits et considérés comme n'ayant aucun impact détectable sur la qualité de l'eau. La Commission fournira des indications sur la définition et le traitement des produits de moindre importance (voir le point 6 ci-dessus). Une étude doit être menée en vue de déterminer si les fabricants de composants accepteraient d'élaborer des normes de produit pour leurs éléments, ce qui permettrait d'apposer la marque CE sur les produits. Le CEN devra prévoir les exigences en matière d'essai des matériaux simples et des produits assemblés.

8. APPROCHE DU MARQUAGE CE

D'une part, tous les PCEP en Europe devront être conformes à tous les éléments pertinents du SEH et, d'autre part, tous les PCEP conformes à l'ensemble des caractéristiques de type DPC en application des exigences essentielles pertinentes bénéficieront de la marque CE. Concernant l'exigence essentielle n° 3, ces caractéristiques seront définies de manière à respecter les prescriptions de la directive «eau potable».

Toutefois, les fabricants pourront choisir l'option «aucune performance déterminée» (APD) pour un, plusieurs ou la totalité des éléments concernés du SEH. Même si la marque CE peut être utilisée sans que le produit soit entièrement conforme au SEH, c'est-à-dire si le fabricant choisit l'option APD mentionnée ci-dessus, la Commission envisagera d'ajouter un **logo** facilement reconnaissable sur la marque CE des produits pleinement homologués, qui peuvent donc être utilisés partout en Europe compte tenu de leur «aptitude à entrer en contact avec l'eau potable».

En ce qui concerne la marque CE, il convient toutefois de noter deux exceptions:

- des périodes transitoires seront vraisemblablement prévues pour permettre aux États membres d'adapter leurs pratiques techniques et réglementaires aux exigences du SEH. Durant cette période, les informations qui accompagneront la marque CE devront démontrer le niveau de respect des exigences qui a été atteint, notamment l'utilisation de l'option APD mentionnée ci-dessus pour les éléments du SEH qui n'ont pas encore été entièrement adoptés. Il importera donc d'établir une distinction entre les divers éléments des séries d'essais pertinentes du SEH, afin de pouvoir effectuer les déclarations de conformité appropriées;
- l'autre exception concerne les produits de moindre importance, c'est-à-dire les PCEP dont la surface de contact et les risques de toxicité sont reconnus comme étant suffisamment faibles pour ne pas altérer la qualité de l'eau potable (voir le point 6 ci-dessus). Ce concept sera expliqué dans un document distinct. Par ailleurs, une liste de ces produits sera publiée dans le cadre de la décision CE instituant le SEH.

9. STRUCTURE DU PROGRAMME D'ANALYSE ET DE MESURE DE L'ENSEMBLE DU SEH

L'analyse et la mesure doivent respecter les principes énoncés à l'article 4, paragraphe 1, point a), de la directive «eau potable»: «ne contiennent pas un nombre ou une concentration de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes». Le programme d'analyse et de mesure du SEH comprendra quatre éléments. La série des produits contenant des matériaux organiques (voir également le point 10) est présentée ci-dessous de manière à refléter la complexité et les coûts croissants des procédures d'essai. La Commission fournira de plus amples informations sur les séquences d'essais à utiliser dans la pratique.

- Conformité aux exigences de la liste positive: des listes positives européennes sont prévues pour les monomères, les additifs, les colorants, les revêtements, les caoutchoucs, les polymères époxydes, les graisses, les scellements, les solvants, les adhésifs et les métaux. Ces listes seront essentiellement alphabétiques (par substance), sauf pour des cas spécifiques qui restent à préciser (établissement de listes spécifiques pour les polymères).

1. Essais série 1 - paramètres organoleptiques: odeur, saveur, couleur et turbidité²
 - demande en chlore,
 - COT.
2. Essais série 2 - paramètres pertinents de la directive «eau potable», suivant la composition du produit et les annexes de cette directive
 - détection de substances figurant sur une liste positive et, si nécessaire, analyse des éléments devant être examinés au cas par cas en vue de l'addition de substances à cette liste.
3. Essais série 3 - intensification de la prolifération microbienne
 - CG/SM.

Les travaux de normalisation relatifs aux thèmes des essais de la série 3 seront finalisés dès que la Commission aura communiqué les recommandations du programme de recherche, qui doit arriver à son terme en 2006.

Cette structure commune sera utilisée pour élaborer les séries de méthodes correspondant au type de matériau examiné.

Les procédures comprendront deux étapes distinctes et des normes de référence seront généralement élaborées pour chacune de ces étapes:

- a) production des échantillons de l'eau du test: l'échantillon d'essai est traité avec de l'eau à l'aide de procédures de conditionnement normalisées, impliquant une partie ou la totalité des opérations suivantes: lavage, rinçage et lessivage liés à des périodes de stagnation prédéfinies qui ont trait au mode de consommation de l'eau potable. Ces thèmes seront communiqués par la Commission. Le comité technique 164 a déjà couvert cet aspect en partie;

² Même si les paramètres organoleptiques ne relèvent pas de l'exigence essentielle n° 3 de la DPC, il importe de les contrôler en tant qu'indicateurs de menaces pour l'hygiène ou la santé et pour ne pas alourdir les travaux au préalable, ce qui rendrait impossible l'application correcte de l'article 7 de la directive «eau potable», relatif au contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

- b) essai de l'eau du test pour déterminer les effets (saveur, par exemple) ou la concentration de produits chimiques ayant migré. À ce jour, le comité technique 230 a couvert ce thème pour la saveur et l'odeur.

10. PRODUITS COMPOSÉS DE MATÉRIAUX ORGANIQUES – PROCÉDURES ET MÉTHODES DE MESURE NORMALISÉES

Tous les produits composés de matériaux organiques en contact avec l'eau potable doivent respecter les exigences des listes positives concernées et être testés en conséquence. Les produits de moindre importance peuvent ne pas être testés ou faire l'objet d'essais partiels (voir le point 6 ci-dessus).

- a) En principe, les normes de référence liées au SEH pour les produits organiques seront structurées comme suit:

	Méthode d'échantillonnage de l'eau		Méthode d'analyse
	Transport	Stockage	
Essais série 1 Odeur et saveur Couleur Turbidité COT Demande en chlore	EN 1420 prEN 13052 prEN 13052 prEN 852	EN xxx EN xxx EN xxx EN xxx EN xxx	EN 1622 EN ISO 7887 EN 7027 EN 1484 prEN ISO 7393/prEN 14718
Essais série 2 Paramètres de la directive «eau potable» Substance LP, si nécessaire	Suivant les dispositions de la directive «eau potable» et la composition du produit		
Essais série 3 CG/SM Prolifération microbienne	Suivant les conclusions des recherches communiquées par la Commission		

- b) Les normes ou prénormes existantes précitées (EN et prEN) doivent tenir compte de l'approbation, par la Commission, de tous les éléments réglementaires qu'elles contiennent. Ceux-ci peuvent être modifiés afin d'assurer une cohérence générale entre les produits et entre les matériaux.

11. PRODUITS COMPOSÉS DE MATÉRIAUX MÉTALLIQUES – PROCÉDURES ET MÉTHODES DE MESURE NORMALISÉES

Tous les produits composés de matériaux métalliques en contact avec l'eau potable (composés de métaux et/ou d'alliages) doivent respecter les exigences de la liste de composition et faire l'objet d'essais en conséquence.

- a) Il est entendu que, comme pour les autres matériaux, les fabricants doivent communiquer la composition du produit à l'autorité de certification. Toutefois, les auteurs de spécifications doivent établir comment et quand ces compositions devront être vérifiées.
- b) Les essais des séries 1, 2 et 3 définies ci-dessus s'appliqueront à ces produits, sauf proposition contraire des auteurs de spécifications (séries 1 et 2) ou de l'équipe de recherche (série 3), et sous réserve d'approbation de ces propositions par la Commission. En effet, certains de ces essais peuvent s'avérer inutiles, compte tenu de la composition et/ou de l'utilisation du produit.
- c) En ce qui concerne la migration maximale tolérée des matériaux métalliques, il importe de prendre en considération les seuils prévus par la directive «eau potable». En conséquence, les

produits doivent être testés en fonction de leur composition et des paramètres chimiques pertinents de l'annexe I, partie B, de la directive «eau potable» (antimoine, arsenic, bore, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et sélénium). Il importe également de tenir compte des effets interactifs potentiels de la présence de différents métaux dans un réseau.

d) Le CEN doit définir des essais normalisés, que ce soit des essais dynamiques, des essais statiques ou une combinaison des deux, qui pourraient être mis en corrélation avec des effets dans des installations réelles et être opérationnels en termes de fiabilité, de reproductibilité entre laboratoires, etc. Les effets dans des installations réelles font référence à un mode de consommation qui permet de déterminer un plan de stagnation pour l'eau du test (par exemple, périodes de stagnation de 12h+8h+4h sur une période de 24h).

e) Les métaux ou alliages homologués seront ajoutés à une liste de composition européenne. Pour certains métaux et/ou alliages couramment employés, il est prévu d'utiliser un matériau de référence qui permettra de mener des essais comparatifs pour tout produit nouveau dont la composition diffère légèrement. Le CEN est tenu de formuler des propositions pour ces essais comparatifs (pour les raccords en alliage, par exemple).

12. PRODUITS COMPOSÉS DE MATÉRIAUX INORGANIQUES NON MÉTALLIQUES – PROCÉDURES ET MÉTHODES DE MESURE NORMALISÉES

Des procédures et des méthodes de mesure normalisées sont nécessaires pour tous les produits composés de matériaux inorganiques non métalliques qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine (exemples à l'annexe 1).

Les produits couverts dans cette section sont définis ci-dessous.

Produits cimentaires:

produits mis sur le marché et contenant un ciment inorganique en proportion suffisante pour faire office de liant principal formant une structure hydrate qui détermine leur performance (par exemple, revêtements par polymérisation en mortier de ciment des tuyaux/réservoirs, tubes en béton, béton prêt à l'emploi pour structures de rétention de l'eau, etc.).

Produits non cimentaires associés:

produits (produits de cure, agents de démoulage des coffrages, etc.) appliqués à la surface de certains produits cimentaires (du béton généralement), directement ou indirectement, au cours du processus de construction et qui demeurent en contact avec l'eau, en tant que résidus.

Produits composés d'autres matériaux inorganiques non métalliques:

ces matériaux sont généralement vitreux, en céramique, etc.

Parmi les produits cimentaires figurent:

- les produits cimentaires de base (à savoir sans additifs, fibres ou enduit superficiel poreux),
- les produits contenant un additif (polymères, adjuvants, etc.) organique ou inorganique,
- les produits comprenant des fibres, organiques ou inorganiques,
- les produits avec enduit superficiel poreux, appliqué en usine ou sur place.

La forme de ces produits, lorsqu'ils sont mis sur le marché, dépend du processus de production et comprend ceux qui sont:

- fabriqués en usine (produits qui, lorsqu'ils sont échantillonnés, sont des monolithes durcis),
- fabriqués sur place (produits, tels que le béton plastique, qui se composent principalement de produits de construction de base, comme le ciment et les granulats),

- appliqués sur place (produits, tels que le mortier pulvérisé, qui, lorsqu'ils sont échantillonnés, ne se trouvent pas encore à l'état dans lequel ils entreront en contact avec l'eau potable).

Toutefois, à l'heure actuelle, il n'existe pas de mandat pour les produits cimentaires fabriqués ou appliqués sur place et destinés à entrer en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.

Les produits cimentaires fabriqués en usine en contact avec l'eau potable et les produits cimentaires fabriqués et appliqués sur place faisant l'objet de normes de produit harmonisées doivent être certifiés selon les mêmes principes d'essai.

Tous les composants (ciment, granulats, adjuvants, enduit superficiel, etc.) utilisés dans les produits cimentaires doivent être conformes aux normes de produit harmonisées correspondantes.

Les produits composés de matériaux inorganiques non métalliques définis ci-dessus doivent être testés et normalisés en fonction des paramètres présentés dans le tableau ci-dessous.

	Produits cimentaires inorganiques	Produits cimentaires organiques	Produits non cimentaires associés: produits inorganiques non métalliques destinés à former des produits finals sur place, et produits composés d'autres matériaux inorganiques non métalliques		Méthode d'essai (note 1)	Méthode d'analyse (note 2)
Série 1						
Odeur et saveur	x	x	x		EN XXX- Partie 1	EN 1622 EN/ISO 7887 EN/ISO 7027 EN1484
Couleur	x	x	x		EN XXX- Partie 1	
Turbidité	x	x	x		EN XXX- Partie 1	
COT	x	x x	x		EN XXX- Partie 2	
Série 2						
Paramètres de la directive «eau potable»	x	x	x		EN XXX- Partie 2	Voir la directive «eau potable» 98/83/CE
Aluminium	x	x	x (note 3)		EN XXX- Partie 2	
SERIE 3 (NOTE 4)						
CG/SM Prolifération microbienne		x x	x (note 5)		EN XXX- Partie 2 EN XXX- Partie 5	

(Les quatrième et cinquième colonnes seront fusionnées.)

Note 1: méthodes d'essai pour la production d'échantillons d'eau («eau du test»). Normes à élaborer par le CEN.

Note 2: méthodes analytiques pour l'essai de l'eau du test.

Note 3: ne s'applique pas aux produits non cimentaires associés composés de matériaux organiques.

Note 4: les méthodes d'essai seront validées par le programme de recherche en cours, après communication des recommandations finales par la Commission.

Note 5: s'applique uniquement aux produits non cimentaires associés composés de matériaux organiques.



EUROPEAN COMMISSION
ENTERPRISE DIRECTORATE-GENERAL

Single Market, regulatory environment, Industries under vertical legislation
Conformity and standardisation, new approach, industries under new approach

CONSTRUCT 00/414 Rev.2

(RG-CPDW 053 Rev.2)

MANDATE TO CEN/CENELEC

CONCERNING THE EXECUTION OF STANDARDISATION WORK

FOR HARMONIZED STANDARDS ON

CONSTRUCTION PRODUCTS in contact with water intended for human consumption

RELATED TO THE FOLLOWING UNIQUE END USE :

Transportation, storage and distribution up to, and including the consumer tap of the water intended for human consumption.

FOREWORD

This mandate is issued by the Commission to CEN/CENELEC within the context of the Council Directive of 21 December 1988 on the approximation of laws, regulations and administrative provisions of the Member States relating to construction products (89/106/EEC), hereafter referred to as "the CPD", and of the Council Directive of 3 November 1998 on the quality of water intended for human consumption (98/83/EC), hereafter referred to as "the DWD".

The water intended for human consumption is hereafter referred to as "Drinking Water". The construction products in contact with this drinking water are hereafter referred to as "the CPDW". The Commission has created and administrates a Working Group of the National Regulators for CPDW, hereafter referred to as "the RG-CPDW".

One of the aims of the CPD being the removal of technical barriers to trade in the construction field, in so far as they cannot be removed by means of mutual recognition among Member States, it seems appropriate that this standardisation mandate corresponds to the wish of the National Regulators, who have accepted the principles of setting up an European Acceptance Scheme, hereafter referred to as "the EAS".

This mandate is related to the preparation of both the supporting standards that will be part of the EAS, and of the harmonised product standards that will refer to them. The aim is, on one hand, to harmonise the national and/or regional laws, regulations and any kind of administrative provisions (hereafter referred to as "National provisions") and, on the other hand, to allow products complying with these harmonised product standards to be presumed to fit for their contact with Drinking Water.

As stated by the CPD, the responsibility that the Member States have for construction works on their territory remains unchanged.

In order to fulfil the provisions of article 7.1 of the CPD the present mandate has been structured in the following way:

Chapter I - Grounds.

General conditions within the framework of both the CPD and the DWD.

Chapter II – Background of the work of the RG-CPDW.

Framework of the development of a European Acceptance Scheme (EAS).

Chapter III - Harmonised supporting and product standards.

Conditions regarding the content and the presentation of the harmonised standards.

Chapter IV – Work Programme and Progress Reports.

Conditions regarding the programming, development and execution of the standardisation work for the CPDW.

The present document includes five Annexes:

Annex 1 Field of Application of the Mandate: List of products and Materials.

Annex 2 Technical Terms of Reference: List of characteristics to be dealt with.

Annex 3 Attestation of Conformity: in accordance with the relevant Commission Decisions.

Annex 4 Release of Dangerous Substances (through the external envelope).

Annex 5 Fitness for contact with Drinking Water (Health/Sanitary requirements).

CHAPTER I: GROUNDS

1. This mandate falls within the framework of the general policy of the Commission with respect to technical harmonisation and standardisation, as well as within the scope of the two Directives, the CPD and the DWD. It replaces any previous mandate on the same products formerly issued on a provisional base by the Commission.

This mandate is based on article 7 of the CPD and has taken into consideration the Interpretative Documents¹ that serve as reference for the establishment of the harmonised standards (see article 12 of the CPD). It is also based on article 10 of the DWD and on the implementation of its annexes.

It serves to ensure the quality of the harmonised standards for the CPDW, provided that barriers to trade in these products exist and that the products fall within the scope of article 2.1 of the CPD;

2. Levels or classes of requirements for the works are under the responsibility of Member States and are not covered by the present mandate. As a consequence, they are not expected to be defined in the harmonised standard.
3. Levels or classes of requirements for the products may be proposed by the relevant technical committee(s). However their development by CEN is subject to two conditions: compliance with the Guidance Paper on levels and classes under the CPD, and endorsement by the National Regulators, at the RG-CPDW.
4. The harmonised product standards resulting from this mandate must allow for products to comply with them even where performance does not need to be determined for a certain characteristic because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic. This partial testing will be seen in the CE Marking of the relevant product(s).

¹ O.J. No. C 62, 28.02.1994

CHAPTER II: BACKGROUND OF THE WORK OF THE RG-CPDW

1. More than 10 years ago, the CEN created technical committees (“TCs”), organised whether by products and/or materials, or by horizontal issues, such as water supply or water analyses. In 1994, at a seminar in Vienna, the CEN identified the strong regulatory provisions in the water supply.
2. For the time being, Member States have different National Acceptance Schemes for the CPDW. This creates barriers to trade and increases the certification expenses of the industry. In 1998, the Commission launched a feasibility study on the possible convergence of four National Approval schemes. The positive output of this study were presented in March 1999 to the Standing Committee on Construction who approved the creation of a Regulators Group for Construction Products in contact with Drinking Water (“the RG-CPDW”). These Regulators have officially been nominated by the Member States. The branches concerned of the industry and the relevant CEN Representatives are officially participating in the RG-CPDW work. The RG-CPDW objective is to prepare a European Acceptance Scheme (EAS) for all products and all materials in contact. This EAS will be based on EC Decisions that will fix the European standards (ENs) to be used and the regulatory choices (e.g. acceptance criteria).
3. Since the beginning of its work, in June 1999, the RG-CPDW has identified most of the difficulties that are/will be met when harmonising the acceptance schemes for all materials and all products from different National traditions and approaches. In particular, the RG-CPDW has identified the regulatory issues, for which the decisions shall be taken by the Regulators, and without which the standardisation process could not be finalised.
4. In order to define as clearly as it could the European directions chosen by the RG-CPDW, an EAS-on-paper will be finalised by the end of the year 2000. As far as the standardisation work is concerned, a difference shall be made, in the attached Annex 2, between the “CPD-type” characteristics (also called “mechanical” characteristics), for which the CEN already received a Mandate in March 1999 (M131), and the “DWD-type” characteristics (also called “sanitary” or ‘health’ characteristics), that are the real new requests of the present Mandate. It shall be noted that some products may not have been covered by M131 (e.g. water meters, membranes, etc.), but are covered by the present Mandate, or vice-versa (e.g. conduits, ducts).
5. The Member States have unanimously agreed that a first batch of research topics should be launched as soon as possible, in order to reach, after the research and the standardisation phases, harmonise supporting standards. These topics are: cytotoxicity, GC-MS, microbial growth and actions of disinfectants. The related standardisation work could only start when the research programme will be completed, conclusions and recommendations being expressed, and having been endorsed by the RG-CPDW.

CHAPTER III: HARMONISED SUPPORTING AND PRODUCT STANDARDS

1. The supporting and harmonised product standards shall be prepared to allow those products listed in Annexes 1 and 2 to be able to demonstrate the satisfaction of the EAS requirements.
2. The supporting standards will contain:
 - The list of materials to which this test method shall apply; and
 - A clear distinction between the regulatory and standardisation aspects; and
 - A transfer, without change, of the regulatory topics (e.g. sampling method, conditions of test, acceptance criteria, etc.), as they will be provided by the RG-CPDW, through a Commission Decision or by another mean; and
 - A clear definition of the test. In particular, specific information could be added in the informative part of the standard;

3. The harmonised product standard will contain :
 - A detailed scope and field of application; and
 - A detailed description of the product or family of products covered; and
 - The definition of the characteristics of the products listed in Annex 2 of the mandate (expressed in performance terms, as far as practicable) that are relevant to the satisfaction of the CPD Essential Requirements (CPD-type characteristics) and of the EAS requirements (EAS-type characteristics); and
 - As far as the sanitary aspects are concerned, a clear reference to the supporting standard, without any change in its contents; and
 - Guidance on the characteristics that have to be stated within the labelling that will accompany the CE marking and on the way of expressing the determined values, if any, of these characteristics; The CPD Guidance Paper on CE Marking shall be taken into consideration; and
 - The system for attestation of conformity as required in annex 3 of the mandate and the corresponding specific provisions for the evaluation of conformity.
4. The CEN-TCs working on the EAS related test methods (supporting standards) will be provided with the regulatory topics by the Commission, after consultation of the RG-CPDW.
5. It is clearly understood that the treatment of the CPD-type characteristics shall be, where possible, identical as the same characteristics related to the Pipes, Tanks and ancillaries not in contact with Drinking water, expressed in the Mandate to CEN (M131). It is assumed that products for which the CE Marking results from the compliance with harmonised product standards developed under Mandate M131, will only have to pass the sanitary tests, i.e. to prove their fitness for contact with drinking water.
6. The relevant systems for attestation of conformity, according to Article 13.3 and Annex III of the CPD, are listed in annex 3. For the establishment of the corresponding specific provisions of evaluations of conformity, the harmonised product standard will take into account :
 - The recommendations of paragraph 3 of Annex 3.
 - The label accompanying the CE marking will list all the characteristics to be declared according to the EAS requirements. In order to take into account existing regulations on products where performance for one or more characteristics may not be required, the label should allow the manufacturer the application of the "No performance determined" case for that or those characteristics.

CHAPTER IV: WORK PROGRAMMES and PROGRESS REPORTS

1. The need for a close, proactive co-operation between the Regulators and the specifications writers has been recognised by all the parties concerned.
2. Consequently, CEN/CENELEC will present the Commission with two detailed work programmes:
 - a work programme related to the supporting standards (test methods), that will be prepared by the horizontal TCs (water supply and water analyses). This work programme shall be delivered to the Commission, the latest three months after the reception by CEN of this Mandate.
 - a work programme related to the product standards, that will be prepared by the product/material TCs. This work programme shall be delivered to the Commission, the latest nine months after the reception by CEN of this Mandate.

3. The work programme on supporting standards should identify clearly the list of standards to be developed, taking into consideration all the products and materials listed in the attached Annex 1.

Furthermore, for each supporting standard (test method), it should:

- indicate the materials/products for which it applies; and
 - indicate the CEN work item reference; and
 - differentiate the regulatory and voluntary issues/topics, in compliance with the resolutions/decisions of the RG-CPDW; and
 - justify the timetable foreseen for its finalisation; and
 - identify the technical committee responsible for its preparation. In particular, duplicate works (e.g. TC155WG2 and TC164WG3) shall be avoided.
4. When a supporting test standard for one characteristic does not exist or is not in the work programme of the TC(s), a clear statement should be presented indicating whether CEN is able, or is willing, to produce it or not. This applies in particular to the “minor” products, as defined in the Annex 5 of this document.
 5. CEN/TC(s) must give a technical answer for the determination of the test methods, taking into account the wishes of the Regulators, that are expressed either in this Mandate, or in relevant documents prepared by the RG-CPDW, in particular the EAS-on-paper document.
 6. Any proposal(s) for the addition of test method(s) not included in the present Mandate, but considered relevant by the TC(s), should be presented in a special chapter of the work programme on supporting standards, for further analysis by the RG-CPDW and by the Commission services. Standards prepared for products outside this mandate will not achieve the status of harmonised standards in compliance with the CPD provisions.
 7. Any proposal(s) for the addition of characteristics and durability aspects not included in the Mandate, but considered relevant by the TC(s), should be proposed in a special chapter of the work programme on supporting standards, for further analysis by the RG-CPDW and by the Commission services.
 8. The work programme on product standards should identify clearly the list of standards to be developed, taking into consideration all the products and materials listed in the attached Annex 1.

Furthermore, for each harmonised product standard, it should :

- indicate the name(s) of the product(s)/product family to be covered; and
 - indicate the CEN work item reference; and
 - define the forms and materials to be covered (in accordance with Annexes 1, 2, 3, 4 and 5 of this mandate); and
 - attach the list of supporting standards, in compliance with the work programme on supporting standards defined above; and
 - justify the timetable foreseen for its finalisation; and
 - identify the Technical Committee(s) responsible for the work.
9. Any proposal(s) for the addition of products and/or materials and/or forms not included in the present Mandate, but considered relevant by the TC(s), should be presented in the work programme for further analysis by the RG-CPDW and by the Commission services. Standards prepared for products outside this mandate will not achieve the status of harmonised standards in compliance with the CPD provisions. In addition to the provisions of article 4.1 of the CPD, it must be taken into account that all the products included in the mandate have a system of

attestation of conformity in accordance with the relevant Decision of the Commission; those products not included have not.

10. After examination of the work programmes and consultations with the relevant CEN-TCs, the RG-CPDW and the Commission services will endorse the timetable and the list of standards or parts of standards which meet the terms of this mandate and which will be recognised as harmonised supporting or product standards.
11. The terms of reference of this mandate may be subject to modification or addition, if necessary. Successive amendments to this Mandate would then be addressed to CEN.
12. Representatives of the authorities responsible for national regulations have the right and shall be able to participate in the activities of the CEN-TCs through their national delegations and to present their points of view at all stages of the drafting process of the harmonised standards.
13. The Commission may participate in standardisation activities as observer and has the right to receive all relevant documents.
14. The CEN will immediately inform the Commission of any problem relating to the carrying out of the mandate. Furthermore, the CEN will, twice per year, submit to the Commission, for examination by the RG-CPDW, a progress report on work within the framework of this Mandate. This progress report will include a description of work carried out and information on any difficulties being met, whether political or technical. The progress report will be accompanied by the latest drafts of each standard under the mandate and by updated reports on any subcontracted work. In particular, in order to avoid any difficulty, it appears suitable that the final draft of each supporting and product standard, that will be submitted for the formal vote, according to the CEN procedures, is examined by the RG-CPDW for comments, if any.
15. CEN will acknowledge to the Commission its acceptance of this Mandate. However, this acceptance can take place only after the two work programmes have been endorsed by the Commission services.
16. Acceptance of this mandate by CEN will initiate the standstill procedure referred to in article 7 of Council Directive 83/189/EEC of 28 March 1983 modified by Council Directive 88/182/EEC of 22 March 1988 and the European Parliament and the Council Directive 94/10/EC of 23 March 1994.
17. CEN Members will publish the standards transposing the harmonised European standards at the latest 6 months after a positive vote in CEN. National standards covering the same scope will continue to be applicable until the date agreed between CEN and the Commission.

ANNEX 1

FIELD OF APPLICATION *

<p align="center">CONSTRUCTION PRODUCTS</p> <p align="center"><u>IN CONTACT WITH</u></p> <p align="center">WATER INTENDED FOR HUMAN CONSUMPTION</p>
--

LIST OF PRODUCTS INCLUDED IN THE MANDATE

TO BE USED IN:

19/33 SUPPLY OF HOT AND COLD WATER
33/33 STORAGE FIXTURES

FORMS	MATERIALS	PRODUCTS FOR CONSIDERATION
Kits Piping system Storage system	As indicated below for components	Kits , composed of pipes and/or tanks, fittings, adhesives and joints, including their supports, to be used for the transport, storage and/or distribution of the water intended for human consumption.
Rigid components Flexible components	<p>Cementitious materials : (e.g. reinforced/fibred/ unreinforced/prestressed precast concrete, cement mortar lining with or without seal coat, polymer modified, fibre cement, ...)</p> <p>Metallic materials : (e.g. steel, aluminium, copper, alloys, cast/ductile/grey/ malleable cast iron, ...)</p> <p>Organic materials : (e.g. plastics, polymers, rubbers, elastomers, PVC, PE,...)</p> <p>Glassy materials : (e.g. glass, vitrified clay, ...)</p> <p>Composite (e.g. glass fibre reinforced polyester, carbon fibre reinforced epoxy resins,...)</p>	Pipes (coated or uncoated).

* Under the provisions of both Council Directives 89/106 (CPD) and 98/83 (DWD), it is of the competence of the Member States to fix from which place the networks carry Drinking Water (e.g. from the last treatment plant). It is understood that the DW distribution goes up to, and includes the consumer taps.

Cont.

FORMS	MATERIALS	PRODUCTS FOR CONSIDERATION
Components	<p>Cementitious materials : (e.g. reinforced/fibred/unreinforced/prestressed precast concrete, in situ concrete with or without organics, polymer modified, fibre cement, ...)</p> <p>Metallic materials : (e.g. coated/mild/lined/stainless steel, aluminium, copper, alloys, ductile iron, cast iron, ...)</p> <p>Organic materials : (e.g. plastics, rubber, ...)</p> <p>Glassy materials : (e.g. glass, vitrified clay, ...)</p> <p>Composite (e.g. glass fibre reinforced polyester, admixtures,...)</p>	Tanks (including <u>closed and vented hot water storage units</u>) used in fixed installation for supply or storage of water intended for human consumption
Components	Metals Rubber Plastics Composite Cast iron	Valves, taps, pumps, watermeters, protection and safety devices <i>Coated or uncoated.</i>
Components	Metals Rubber Plastics Chemical compounds	Fittings, adhesives, joints, joint sealings and gaskets
Malleable Flexible	Composite	Membranes, resins.
Malleable	Composite	Coatings , including linings.
Malleable	Composite	Lubricants, greases

The following Directives must be taken into consideration, when appropriate :

89/106/EEC of 12 December 1988, known as the “CPD”.

89/109/EEC and amending/implementing Directives concerning materials in contact with foodstuffs
90/128/EEC of 23 February 1990 relating to plastics materials and articles intended to come into contact with foodstuffs.

93/68/EEC of 17 March 1993 amending all above Directives as well as the CPD.

97/23/EC of 29 May 1997 on Pressure Equipment.

98/83/EC of 3 November 1998, known as the “DWD”.

ANNEX 2

TECHNICAL TERMS OF REFERENCE

Note : not all of the characteristics shown in the following tables will be relevant for every product in a particular family or sub-family. CEN should select the subset of characteristics applicable to a particular product from the full set provided.

<p style="text-align: center;">CONSTRUCTION PRODUCTS</p> <p style="text-align: center;"><u>IN CONTACT WITH</u></p> <p style="text-align: center;">WATER INTENDED FOR HUMAN CONSUMPTION</p>

TO BE USED IN:

19/33 SUPPLY OF HOT AND COLD WATER; 33/33 STORAGE FIXTURES

1. KITS (Piping and/or Storage Systems)

Used for water intended for human consumption, pressurised or unpressurised, inside or outside (both underground and above ground) buildings. Including pipes, tanks, fittings, safety devices, adhesives, joints, valves, taps, meters, pumps, membranes, and possibly special components.

NOTE: Kits will fit for contact with Drinking Water only if all the components they are composed of have been tested and assessed for their fitness.

Characteristics of the PIPING/STORAGE KITS/SYSTEMS to be covered by the harmonised standard will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTICS	Durability ⁽¹⁾
1		<p style="text-align: center;">Y</p> <p><i>(against corrosion, freeze-thaw, abrasion, UV, Variation of temperature,... As relevant)</i></p>
2		
3	Crushing strength	
+	Internal and external pressure strength	
4	Longitudinal bending strength	
	Mechanical resistance of support	
	Maximum load for admissible deformation	
	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
	Impact resistance	
	Tightness	
	Effectiveness of safety devices	
	Release of dangerous substances	
5	Noise level	
6	Thermal properties	

Note: All the “unbolt” characteristics are also being developed under the Mandate M131

2. PIPES

Rigid or flexible or malleable tubes used for the conveyance of water intended for human consumption. For pressurised or unpressurised systems, inside or outside buildings, underground or above ground installations.

Characteristics of the Pipes to be covered by the harmonised standard will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTICS	Durability ⁽¹⁾
1		Y <i>(against internal and External corrosion, freeze-thaw abrasion, UV, ..., as relevant)</i>
2		
3	Crushing strength	
+	Internal and external pressure strength	
4	Longitudinal bending strength	
	Maximum load for admissible deformation	
	Dimensional tolerances	
	Impact resistance	
	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
	Tightness	
	Release of dangerous substances	
5		
6	Thermal properties	

Note: All the “unbolt” characteristics are also being developed under the Mandate M131

3. TANKS

Tanks used in fixed installation, underground or above ground, pressurised or not, including closed and vented hot water storage units, used for storage and/or supply of water intended for human consumption.

The Directives 87/404/EEC and 97/23/EEC have also to be taken into account when internal pressure exceeds 0.5 bar.

Characteristics of the TANKS to be covered by the harmonised standard, besides those already covered by other above mentioned Directives, will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability ⁽¹⁾
1	Mechanical resistance and stability	Y (against internal and external corrosion, ..., when relevant)
2		
3	Crushing resistance	
+	Internal pressure	
	Load bearing capacity	
	Impact resistance	
	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
4	Tightness	
	Release of dangerous substances	
5		
6		

Note: All the “unbolt” characteristics are also being developed under the Mandate M131

4. PROTECTION AND SAFETY DEVICES

This family of products includes in particular leakage alarm systems and/or overfill prevention devices for tanks, pre or post installed, including mechanical and/or electrical devices.

The Directives 73/23/EEC, 89/336/EEC and 94/9/EEC shall be taken into account, when appropriate.

Characteristics of the PROTECTION AND SAFETY DEVICES to be covered by the harmonised standard, besides those already covered by the above mentioned Directive, will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability
1		Y
2		
3		
+	Effectiveness of leakage alarm system and/or of overfill prevention devices	
4	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
5		
6		

Note: The above “unbolt” characteristic is also being developed under the Mandate M131

5. FITTINGS, ADHESIVES, JOINTS, JOINT SEALINGS AND GASKETS

Elements for connecting one component to another, providing tightness to the system. For rigid, flexible and/or malleable pipes, for all tanks; for pressurised or unpressurised systems inside buildings or outside buildings, underground or above ground. Definition of these elements must indicate material, diameter and thread step if relevant.

Characteristics of the FITTINGS, ADHESIVES, JOINTS, JOINT SEALINGS AND GASKETS to be covered by the harmonised standard will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability⁽¹⁾
1		Y
2		
3	Crushing strength	
+	Internal pressure	
4	Maximum load for admissible deformation	
+	Dimensional tolerances	
4	Tightness	
	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
	Release of dangerous substances	
5		
6		

Note: All the “unbolt” characteristics are also being developed under the Mandate M131

6. VALVES and TAPS

Device of the nature of a flap, lid, plug, etc., applied to a pipe and/or a tank to control or to release the passage of water intended for human consumption. Definition of the valve/tap must indicate material, diameter and thread step if relevant.

Characteristics of the VALVES and TAPS to be covered by the harmonised standard will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability⁽¹⁾
1		Y
2		
3	Dimensional tolerances	
+	Internal pressure	
4	Tightness	
+	Effectiveness	
	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
	Protection against backflow	
	Release of dangerous substances	
5	Noise level	
6		

Note: All the “unbolt” characteristics are also being developed under the Mandate M131

7. PUMPS and WATERMETERS

The metrology of the watermeters and pumps is not considered here.

Characteristics of the PUMPS, WATERMETERS and MEMBRANES to be covered by the harmonised standard will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability ⁽¹⁾
1		Y
2		
3+4	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u> Release of dangerous substances	
5		
6		

8. MEMBRANES, RESINS, COATINGS, LININGS, LUBRICANTS, GREASES

CEN shall determine whether and how specific product standards will be developed for these products. The coated products shall be tested as such, but the coatings may need to be CE Marked. Lubricants and greases could only be used in very specific conditions to be defined. Factory made and in-situ products shall be considered.

Characteristics of the MEMBRANES, RESINS, COATINGS, LININGS, LUBRICANTS and GREASES to be covered by the harmonised standard will be:

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability ⁽¹⁾
1		Y
2		
3+4	<u>FITNESS for contact with Drinking Water (EAS, see Annex 5)</u>	
5		
6		

ANNEX 3
ATTESTATION OF CONFORMITY

Note: for products having more than one of the intended uses specified in the following families, the tasks for the approved body, derived from the relevant systems of attestation of conformity, are cumulative.

Product family:
CONSTRUCTION PRODUCTS
IN CONTACT WITH
WATER INTENDED FOR HUMAN CONSUMPTION

1. Levels and classes for product performances

- 1.1 For the time being, the differences specified in Article 3.2 of the CPD do not seem to give rise to the need of a classification system for products.
- 1.2 Further needs may be identified on the basis of differences specified in Article 3 (2) of the CPD, which are justified in conformity with Community law (IDs Clause 1.2.1). Where for such needs it is recognised that a classification of product performance is the means of expressing the range of requirement levels of the works, the provisions set in the Chapter I para 2 and 3 of this Mandate apply.

2. Systems of attestation of conformity

For the product(s) and intended use(s) listed below, CEN/CENELEC are requested to specify the following system(s) of attestation of conformity in the relevant harmonized standards:

Product(s)	Intended use(s)	Level(s) or class(es)	Attestation of conformity system(s)
-Kits (Piping and storage systems) -Pipes -Tanks - Valves, taps, pumps, watermeters, protection and safety devices. -Fittings, adhesives, joints, joint sealings and gaskets - Membranes, resins - Coatings - Lubricants, greases	In installations for the transport/distribution/storage of water intended for human consumption, up to, and including, the consumer taps.	-----	1+ ⁽¹⁾
System 1+: see CPD Annex III. 2.(i), with audit-testing of samples ⁽¹⁾ the performance of the products, other than that related to the sanitary properties of the product ("fitness for contact with water intended for human consumption"), shall be assessed following the provisions of Decision 1999/472/EC, published in O.J. L 184, on 17.07.1999, p. 42 to 49.			

3. Conditions to be applied by CEN on the specifications of the attestation of conformity system

3.1 The specification for the system should be such that it can be implemented even where performance does not need to be determined for a certain characteristic, because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic [*see Article 2.1 of the CPD and, where applicable, clause 1.2.3 of the Interpretative Documents*]. In those cases the verification of such a characteristic must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare the performance of the product in that respect.

3.2 For products under system 1+, regarding the initial type testing of the product [see Annex III.1.a of the CPD], the task for the approved laboratory will be limited to the assessment of the following characteristics:

- Fitness for contact with Drinking Water

(All other characteristics of the products will be dealt with using the system enforced in the Commission Decision 1999/472/EC)

3.3 For products under system 1+, for the continuous surveillance, assessment and approval of the factory production control [see Annex III.1.g of the CPD], only parameters related to the following characteristic shall be of interest of the approved body:

- Fitness for contact with Drinking Water

(All other characteristics of the product will be dealt with using the system enforced in the Commission Decision 1999/472/EC)

3.4 For products under system 1+, for the initial inspection of the factory production control [see Annex III.1.f of the CPD], only parameters related to the following characteristic shall be of interest of the approved body:

- Fitness for contact with Drinking Water

(All other characteristics of the product will be dealt with using the system enforced in the Commission Decision 1999/472/EC)

ANNEX 4
RELEASE OF DANGEROUS SUBSTANCES

Product family: CONSTRUCTION PRODUCTS <u>IN CONTACT WITH</u> WATER INTENDED FOR HUMAN CONSUMPTION
--

The present Annex 4 deals with substances that are considered as dangerous, therefore restricted in terms of content in the formulation, or potential “external” release. European technical specifications must be adopted taking into account necessary legislation on substances classified as dangerous.

The Annex 5 of this Mandate deals with the assessment of fitness for use of the CPDW. In this Annex 5, care is taken about the potential product/material migrations that could affect the quality of water. However, the external migrations are not considered in Annex 5, nor the possible content of a substance restricted in use at the European or National levels, although this substance does not migrate into the water, nor affects its quality.

This results from the Interpretative Documents, where it is noted, in the introduction note to all six of them, that:

"Concerning dangerous substances which are in construction products, classes and/or levels of performance to which technical specifications will refer, shall allow the levels of protection needed by the works to be guaranteed, taking into account the purpose of the works."

In addition, outside the scope of the Directive, writers of technical specifications must take into account legislation which affects materials to be used for construction products and which are regulated for reasons not related to the incorporation of the construction products into the works.

In order to permit technical specification writers to take into account the necessary legislation, a Guidance Paper (GP H) on Dangerous Substances was elaborated by the Commission services. This Guidance Paper mentions the European regulations (Directive 76/769/EEC and all related following amendments and adaptations), as well as the specific national requirements when and where more stringent than the European ones. Specification writers should use this document as a guide, but must also take account of any other relevant dangerous substances that the working document does not yet include.

FITNESS FOR CONTACT WITH DRINKING WATER

Product family:
CONSTRUCTION PRODUCTS
IN CONTACT WITH
WATER INTENDED FOR HUMAN CONSUMPTION

1. CONTEXT: RELATIONSHIP BETWEEN REGULATORS AND SPECIFICATIONS WRITERS

This Annex is intended to fulfil two requirements:

- To provide specifications writers with a general framework within which their work shall be conducted, as far as DWD-type characteristics (also called “health/sanitary” characteristics) are concerned.
- To set out the structures and elements of the EAS approval processes in such a way as to allow the identification of those components for which compliance is, or is not, required to be declared for the purposes of CE Marking

The work of drafting supporting standards (test methods), and the subsequent processes of assessing and declaring full or partial compliance, will need to have regard to the full statements on requirements and procedures for the EAS to be issued by the RG-CPDW.

For this reason, two main principles have to be followed:

- The specifications writers of supporting standards will follow the principles set up in the “**EAS-on-paper**” document, which reflects the up-to-date desires of the Regulators.
- The specifications writers of supporting standards may propose either deviations from these principles, or new approaches on regulatory matters. However, before being developed, these proposals shall prior be accepted/endorsed by the RG-CPDW.

These TC(s)’ proposals shall be submitted to the Commission, for examination by the RG-CPDW, by means of the work programme and/or the progress reports defined in Chapter III of this Mandate. Furthermore, the TCs concerned can at any time contact the Commission on a specific subject that will be addressed to the next RG-CPDW meeting for opinion.

2. SCOPE OF APPLICATION

All the products and materials and forms set out in Annex 1 of this Mandate shall be dealt with.

The RG-CPDW may also identify new products to which the EAS may be applied in all or some Member States to meet the requirements of the Drinking Water Directive (DWD). Examples are products used in water treatment processes, and products applied, or incorporated within works, on site. The RG-CPDW, through an amendment to this Mandate, may request CEN to develop laboratory procedures and measurement methods for such products.

3. STANDARDS TO SUPPORT THE EAS

It is the intention of the Commission and of the RG-CPDW to use European Standards wherever possible to specify the detailed methods to be used in the various tests required by the EAS. Some already exist as ENs or prENs, there are items under development, but many new work items are likely to be identified.

Unlike Harmonised Standards prepared under the CPD, this Mandate anticipates that complete supporting standards, later published as ENs, will describe the methodology, procedures and criteria to be applied in the operation of the EAS. However, the regulatory matters will be clearly identified as

such. They will/could be fixed by means of EC Decisions, following proposal of the RG-CPDW, and will/could be reported in the standards.

4. STAGED APPROACH

The research programme required for the first implementation of the EAS should be finalised at the end of 2002, and until that research is complete it will not be possible to provide CEN with adequate information for the development of all the standards likely to be needed. However, it is intended that drafting of methods will be started on those EAS elements where the nature of the work to be carried out by CEN can be clearly specified by the RG-CPDW. Therefore the Mandate gives both specific directions on the work to be started now, and a general framework within which supplementary Mandate directions will be given to CEN as the regulatory requirements are clarified.

This modular approach is intended to be consistent with any agreements that may be made by water regulators at European level, or nationally, to introduce certain elements of the EAS ahead of eventual full implementation.

5. ROLE OF THE RG-CPDW

Technical issues are expected to arise that cannot currently be anticipated, or are too specific and detailed to appear within the general framework set by the Mandate. When such issues cannot be resolved by the specifications writers alone, decisions will be made by the RG-CPDW. These decisions, and other guidance prepared by the RG-CPDW, such as the "EAS-on-paper" document, will be circulated to the CEN/TCs responding to the Mandate.

6. POLICY APPROACH TO DIFFERENT MATERIALS FOR SIMILAR PRODUCTS

In several water industry applications, products with similar functions can be made of differing materials. It is intended that all materials will be subject to appropriate testing to demonstrate comparable standards of consumer protection, and to offer a "level playing field" in the market place for the various materials. This does not mean, however, that all materials will be subject to the same tests. Procedures and measurement methods will be devised having regard to the nature of the constituent substances in the material, performance characteristics over time, and the detail of established regulatory requirements.

Given the quite different chemical constituents of organic, metallic and cementitious materials, and the different performance patterns in service, different test suites appropriate to this variety are set out below for these three classes of material. These suites are designed specifically to examine potential adverse health and aesthetic effects, and regulatory non-compliance relevant to the character of the material.

7. "MINOR" PRODUCTS

At present, several Member States have constituted lists of products for which the fitness for contact with DW can be certified without testing or with a limited/partial testing. A European list shall be set up by the RG-CPDW. The main principle retained so far is that the certification scheme for these "minor" products will be function of the surface in contact (S/V) and of the degree of potential adversity. If both aspects were judged negligible, then no testing would be required. However, a continuous surveillance of the properties of such products shall/should take place.

8. TREATMENT OF INDIVIDUAL MATERIALS AND ASSEMBLED PRODUCTS

Testing will be straightforward when single materials, or products made from single materials, are being examined. Testing of assembled products (e.g. taps, meters, valves, etc.) will be more complex. A variety of materials are likely to be involved, and some components may be so small as to be regarded as making no detectable impact on water quality. The RG-CPDW will issue guidance on the definition and treatment of "minor products" (see # 7). A study should be carried out to evaluate

whether the manufacturers of components would agree to prepare product standards for their components, which would lead to a CE Marking of these products. CEN will need to anticipate testing requirements for single materials and for assembled products.

9. THE APPROACH TO CE MARKING

It is intended that, on one hand, all CPDW throughout Europe will be required to comply with all elements of the EAS, and, on the other hand, that all the CPDW complying with both all the CPD-type and all the DWD-type characteristics will be CE Marked. As far as the CE Marking is concerned, two exceptions have, however, to be noted:

- it is anticipated that Transitional Periods will be agreed to allow Member States to adjust local technical and regulatory practices to the new, and potentially more rigorous, requirements of the EAS. During this period products will be able to carry the CE Marking if they comply with local, transitional, requirements that are less than those of the full EAS. The information accompanying the CE Marking will need to be capable of demonstrating the levels of compliance achieved, and the use of the “No Performance Determined” option for EAS elements not yet fully adopted. Thus the various elements of the relevant EAS test suites will need to be distinguishable to allow appropriate declarations of compliance. Whilst the CE Marking can be used without the product achieving full EAS compliance, the Commission and the RG-CPDW will consider the idea of using an easily recognisable **logo** on the CE Marking of products that have secured full approval, and can therefore be used anywhere in Europe as regards “Fitness for Contact with Drinking Water”.
- The “minor” products, i.e. the CPDW for which both the surface in contact and the toxicity risks are recognised small enough not to affect the quality of the DW. The concept will be explained in the “EAS-on-paper” document. A list of these products will be made available later, eventually by a European Decision, when it will be agreed at the Regulators level.

10. STRUCTURE OF THE FULL EAS ANALYSIS AND MEASUREMENT PROGRAMME

It is envisaged that the EAS analysis and measurement programme will comprise 4 elements. This series is structured below to reflect the increasing complexity and costs of test procedures. More detailed information on testing sequences to be used in practice will be issued by the RG-CPDW.

- Compliance with Positive List requirements. The RG-CPDW expects European Positive Lists for monomers, additives, colorants, coatings, rubbers, epoxy polymers, greases, sealings, solvents, adhesives, metals. These lists will be mainly alphabetical ones substance-per-substance, except specific cases, to be defined later, where polymer specific lists would be set up.
- Series 1 Tests
 - Organoleptic: odour, flavour, colour, and turbidity.
 - Chlorine demand
 - TOC
- Series 2 Tests
 - Relevant DWD Parameters, following the composition of the product and the DWD Annexes.
 - Detection of Positive List substances, and, when required, analysis of items identified for “case-by-case” examination
- Series 3 Tests
 - Enhancement of microbial growth
 - GCMS
 - Cytotoxicity

The Series 3 tests are being studied and developed under a European research programme that should be completed at the end of 2002. Standardisation work on these topics will start when the recommendations of this research programme would have been endorsed by the RG-CPDW, and may be subject to an amendment to this Mandate.

This common structure will be used to develop the suites of methods relevant to the type of material under examination.

There will be 2 distinct stages in the procedures, and generally supporting standards will be developed separately for each stage:

- Producing Migration Water Samples. The test specimen is treated with water using standardised conditioning procedures, involving some or all of the following: washing, flushing, and leaching linked to pre-defined stagnation periods that are related to the DW consumption pattern. These topics shall be agreed/fixed by the Regulators. TC164 has already partially covered this area.
- Testing the Migration Water for effects (e.g. taste), or the concentration of migrated chemicals. To date TC 230 has covered this area for taste and odour.

11. ORGANIC PRODUCTS – STANDARDISED PROCEDURES AND MEASUREMENT METHODS

All products composed of organic materials in contact with DW shall comply with their respective Positive Lists' requirements and shall be tested accordingly. No testing or partial testing could apply for "minor" products (please consult the "EAS-on-paper" document).

a) in principle, the EAS related supporting standards for organic products will have the following structure:

	Water Sampling Method		Analysis Method
	Transportation	Storage	
Series 1 Tests Odour and flavour Colour Turbidity TOC Chlorine demand	EN 1420 prEN 13052 prEN 13052 prEN 852	EN xxx EN xxx EN xxx EN xxx EN xxx	EN 1622 EN ISO 7887 EN 7027 EN 1484 prEN ISO 7393
Series 2 Tests DWD parameters PL substance, if required	Following DWD requirements And composition of the product		
Series 3 Tests GC/MS Cytotoxicity Microbial growth	Following the conclusion of the research programme as endorsed by the RG-CPDW		

b) it shall be considered that the above existing standards or pre-standards (ENs and prENs) shall/must take into account the endorsement by the RG-CPDW of all the regulatory matters that they contain. These regulatory issues could be changed so that an overall consistency between products and between materials is assured.

12. METALLIC PRODUCTS – STANDARDISED PROCEDURES AND MEASUREMENT METHODS

All metallic products (composed of metals and/or alloys) shall comply with the Positive List requirements and shall be tested accordingly.

a) It is understood that, like for any other materials, the composition has to be submitted by the manufacturers to the Certification authority. However, the specification writers have to establish how and when such compositions will have to be verified.

b) The tests of above defined series 1,2,3 shall apply to these products, unless otherwise proposed by the specifications writers (series 1,2) or by the research team (series 3), if and when endorsed by the RG-CPDW. Indeed, some of these tests could appear irrelevant, when taking into account the composition and/or the use of the product.

c) Concerning the maximum tolerated migration of metallic materials, the DWD thresholds shall be considered. Consequently, the products shall be tested according to their composition toward the relevant metallic parameters of the DWD Annex I Part B (antimony, arsenic, boron, cadmium, chromium, copper, lead, mercury, nickel and selenium), and following the principles of DWD Article 4.1.a: "any substances which, in numbers or concentrations, constitute a potential danger for human health". The potential interactive effects of the presence of different metals in a network shall also be taken into account.

d) The RG-CPDW requires from CEN the definition of standardised test(s), being a dynamic test ("rig test"), a static test ("sit and soak test"), or a combination of both which could be correlated with effects in real installations and operational in terms of reliability, inter-laboratory reproducibility, etc. Effects in real installations refer to a consumption pattern, from which results a stagnation scheme for the migration water (for instance, 12h+8h+4h stagnation periods over a 24h period).

e) Once a metal or an alloy will be approved, it will be incorporated in a European Positive List. It is envisaged for some commonly used metals and/or alloys to use a reference materials that would allow a comparative testing for any new product that would slightly differ in composition. CEN is required to make proposals for such comparative testing (e.g. for fittings made of alloys).

13. CEMENTITIOUS PRODUCTS – STANDARDISED PROCEDURES AND MEASUREMENT METHODS

Standardised procedures and measurement methods are required for all cementitious products that come into contact with water intended for human consumption, some examples being given in Annex 1.

The following definitions characterise the products covered in this section :

- Cementitious products :

Products, as they are placed on the market, that contain an inorganic cement in sufficient proportion to act as the main binder by forming a hydrate structure which governs the performance of the products (e.g. cement mortar linings to pipes/tanks, concrete pipes, ready-mixed concrete for water-retaining structures, etc.).

- Associated, non-cementitious products :

Products (e.g. curing compounds, formwork release agents, etc.) that are applied to the surface of some cementitious products (usually concrete), directly or indirectly, during the construction process and which may remain as residues in contact with water.

The full range of products includes those that :

- are basic cementitious products (i.e. free from additives, fibres, or porous seal coatings);
- contain an additive (e.g. polymer, admixture etc.), whether inorganic or organic;
- include fibres, whether inorganic or organic;
- have a porous seal coating, as either factory applied or site applied.

The form of the products, when placed on the market, depends on the production process and includes those that are :

- factory-made (i.e. products which when sampled are hardened monoliths);
- formed-in-situ (i.e. products, such as in situ concrete, which as sampled are in the fluid state);
- site-applied (i.e. products, such as spray-applied mortar, which as sampled are also in the fluid state).

Factory-made, formed-in-situ and site-applied products shall be certified using the same test principles.

All constituents (e.g. cement, aggregates, admixtures, seal coats etc.) used in cementitious products shall comply with their respective harmonised product standards.

It is anticipated that cementitious and associated non-cementitious products, as defined above, shall be tested for, and standardised according to, the parameters given in the table below:

	Organic free cementitious products	Organic containing cementitious products	Associated, non-cementitious products		Test method (Note 1)	Analysis method (Note 2)
			Inorganic	Organic		
Series 1						
Odour and flavour	x	x	x	x	EN XXX- Part 1	EN 1622
Colour	x	x	x	x	EN XXX- Part 1	EN/ISO 7887
Turbidity	x	x	x	x	EN XXX- Part 1	EN/ISO 7027
TOC	x	x	x	x	EN XXX- Part 2	EN1484
Chlorine demand		x		x	EN XXX- Part 3	prEN/ISO 7393
Series 2						
DWD parameters	x	x	x	x	EN XXX- Part 2	See DWD
Aluminium	x	x	x		EN XXX- Part 2	98/83/EC
Series 3 (NOTE 3)						
GC/MS		x		x	EN XXX- Part 2	
Cytotoxicity		x			EN XXX- Part 4	
Microbial growth		x			EN XXX- Part 5	

Note 1: Test methods for producing water samples ('migration water'). Standards to be developed by CEN

Note 2: Analytical methods for testing the migration water.

Note 3: Test methods will be enabled by the ongoing research programme, after endorsement by the RG-CPDW of the final recommendations.